

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 10 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 février 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMS AGRI

18 Grande Rue
16140 Ranville-Breuillaud

Références : 2026_281_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007211188

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement PMS AGRI implanté 18 Grande Rue, 16140 Ranville-Breuillaud. L'inspection a été annoncée le 10 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite au contrôle de 2025 et de l'arrêté de mise en demeure du 9 juillet 2025. Celui-ci reprend les non-conformités qui avaient été constatées concernant le risque incendie au sujet du local de charge et du bassin de rétention des eaux d'extinction, ainsi que l'étanchéité des sols recevant des produits phytosanitaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMS AGRI
- 18 Grande Rue, 16140 Ranville-Breuillaud
- Code AIOT : 0007211188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise PSM Agri, basée sur la commune de Ranville-Breuillaud en Charente, fait partie du Groupe Piveteau. Ce groupe intervient dans le négoce agricole avec la collecte, le stockage et la commercialisation de céréales et d'oléoprotéagineux. Il s'est développé dans l'accompagnement et le conseil auprès des agriculteurs. L'entreprise PSM Agri est une filiale du groupe qui centralise l'achat et la distribution de produits phytosanitaires de l'ensemble des magasins. Pour ces stockages, l'établissement est classé Seveso Seuil Bas.

L'établissement emploie une dizaine de personnes, les horaires d'ouverture sont du lundi au jeudi 8h-12h / 14h-18h et le vendredi 8h-12h / 14h-17h. Le site est fermé le week-end. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral de juin 2016.

L'établissement est classé Seveso Seuil Bas au regard des quantités de produits classés sous la rubrique 4510.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Confinement des eaux incendies	AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Pollutions du sol	AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 2	Levée de mise en demeure
3	Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude de modélisation des flux thermiques réalisée selon la méthode FLUMILOG pour le site PMS AGRI, dans l'hypothèse majorante d'un incendie du stockage de semences au sein du bâtiment 1, conclut que les flux de 8 kW/m² ne sont pas atteints au niveau des autres bâtiments, que les flux de 5 et 3 kW/m² restent strictement contenus à l'intérieur du site et qu'aucun impact significatif n'affecte les tiers ou infrastructures voisines. Les effets thermiques demeurent donc circonscrits au site, sans risque d'effet domino externe.

La non-conformité relative à la paroi coupe-feu du local de stockage de semences mentionnée dans la mise en demeure préfectorale, peut être considérée comme traitée.

Concernant les autres prescriptions rappelées par la mise en demeure, l'exploitant a engagé le remplacement complet de la bâche du réservoir de confinement des eaux d'incendie, avec une intervention prévue en mars 2026 sous réserve des conditions météorologiques. Ce point de la mise en demeure ne sera considéré comme satisfait qu'à réception du justificatif demandé prouvant la réfection effective de la bâche du bassin de confinement.

Enfin, les travaux de cloisonnement du local de charge et d'imperméabilisation des sols ont été réalisés et constatés lors de la visite. La mise en demeure est respectée sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux incendies

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinctions
Prescription contrôlée : article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2016 susvisé - délai de 6 mois - , en procédant aux travaux de réparation ou au remplacement de la membrane, afin d'obtenir une étanchéité parfaite du bassin dédié au confinement des eaux d'extinction d'incendie ;

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué être en relation avec la société BHD afin de convenir d'un accord pour le remplacement complet de la bâche de protection du réservoir de confinement des eaux d'incendie. Un projet de devis, non signé à ce stade, a été présenté et devait être signé prochainement pour validation.</p> <p>Par courriel du 9 mars 2026, l'exploitant a finalement transmis le devis signé relatif à la réfection de la bâche endommagée du bassin de rétention des eaux d'incendie.</p> <p>L'intervention est prévue au cours du mois de mars 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un justificatif (photographies) des travaux réalisés afin d'attester du retour à la conformité de l'installation. La mise en demeure préfectorale ne pourra être considérée comme satisfaite que si le justificatif attendu est probant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Pollutions du sol

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Imperméabilité du sol de l'entrepôt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2016 susvisés - délai de 3 mois - , en réalisant les travaux de réparation des sols, afin de les rendre imperméables en cas de déversement accidentel de produit polluants ou en cas d'incendie, au niveau du bâtiment de stockages des semences ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 12 août, l'exploitant a indiqué avoir entrepris en régie interne les travaux de cloisonnement du local de charge ainsi que les réparations nécessaires à l'imperméabilisation des sols. Ces travaux visent à renforcer la maîtrise du risque incendie lié aux opérations de charge et à prévenir toute infiltration ou pollution accidentelle des sols en cas de déversement. Le cloisonnement permet notamment de limiter la propagation d'un éventuel sinistre aux zones adjacentes, tandis que la remise en état de l'imperméabilisation garantit le confinement des liquides et facilite leur récupération.</p> <p>Ces travaux ont été constatés lors de la visite.</p> <p>L'Inspection des installations classées conclut au respect de la prescription rappelée par la mise en demeure préfectorale en considérant que les mesures correctives ont été mises en œuvre de manière satisfaisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Paroi coupe-feu – local semences
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• article 8.1.1, dernier alinéa, de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2016 susvisés - délai de 3 mois -, en réalisant :<ul style="list-style-type: none">◦ en paroi Est du bâtiment de stockage de semences situé en limite de site, les travaux de rehaussement de la paroi coupe-feu 2 heures (REI 120) jusqu'au-dessus des éléments de toiture, pour permettre de prévenir des effets domino sur l'entrepôt tiers en cas d'incendie sur le bâtiment ;◦ et en produisant une évaluation des flux thermiques vis-à-vis des tiers à l'Est du bâtiment de stockage, en cas d'incendie sur ledit bâtiment ;
Constats : <p>Par mail du 19 septembre 2025, l'exploitant a transmis la modélisation des flux thermiques réalisée selon la méthode FLUMILOG au droit du site PMS AGRI. Cette modélisation porte sur des conditions de stockage majorantes, à savoir le scénario d'un incendie affectant le stockage de semences (grains en sacs) au sein du bâtiment 1, comprenant les zones 2, 3, 4 et 6.</p> <p>Cette étude réalisée en 2025 par le bureau d'étude EODD Ingénieurs Conseils montre que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les flux thermiques de 8 kW/m², correspondant au seuil des effets domino susceptibles d'endommager des installations voisines, ne sont pas atteints en limite des autres bâtiments ou équipements du site ;• les flux thermiques de 5 kW/m² (effets létaux sur les personnes) sont atteints à proximité immédiate du bâtiment sinistré, mais demeurent strictement contenus à l'intérieur de l'enceinte du site ;• les flux thermiques de 3 kW/m² (effets irréversibles sur les personnes) sont également atteints dans l'environnement proche du bâtiment 1, sans toutefois dépasser les limites de propriété ;• aucun impact thermique significatif n'est observé au droit des tiers ni des infrastructures voisines. <p>Ainsi, même dans l'hypothèse majorante retenue, les effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 1 resteraient circonscrits au site et ne seraient pas de nature à entraîner d'effets domino ni d'atteinte aux intérêts protégés situés à l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Au vu des justificatifs présentés, la non-conformité est traitée. La procédure de mise en demeure est donc respectée pour le point précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure